

Le ministre, le mammoth et le peuple de colibris

JEAN-MICHEL BLANQUER n'a jamais aimé le surnom de « mammoth » donné à la machine Éducation nationale par son prédécesseur Claude Allègre, pour signifier son immobilisme, lui qui rêve d'un système souple, faisant la part belle à l'autonomie des établissements, au recrutement « sur profil », aux expérimentations. En cette rentrée, il a trouvé de quoi le remplacer. « *Nous ne sommes pas un mammoth, mais un peuple de colibris* », a-t-il osé. Une référence à peine masquée à l'écologiste Pierre Rabhi dans une conférence de presse de rentrée placée sous le signe de l'écologie, du « collectif », du « plaisir d'enseigner ».

Aux enseignants de ce « peuple de colibris », le ministre de l'Éducation promet une gestion des ressources humaines (GRH) « de proximité ». Objectifs ? Faire en sorte que les professeurs puissent accéder facilement à un « conseiller RH » pour formuler leurs demandes d'évolution, de mobilité, de formation... et ne pas les voir tomber dans les limbes pachydermiques de l'administration. Ce conseiller pourra aussi proposer « *un soutien aux personnels en difficulté et victimes d'atteintes à leur image ou à leur intégrité* », explique un document de rentrée. Il accompagnera aussi les encadrants « *dans le domaine de la gestion managériale (...), de la résolution des conflits* ». Une révolution RH se profile-t-elle pour le million de personnels de l'Éducation nationale ? « *Nous serons de plus en plus capables d'avoir une vision non anonyme des professeurs* », fait valoir Jean-Michel Blanquer. En cette rentrée, 95 premiers conseillers RH de proximité seront donc déployés sur le territoire. « *Nous avons indéniablement besoin de cela* », explique Jean-Rémi Girard, président du Snaic, rappelant que, face à ce manque, son syndicat a créé il y a trois ans une structure dédiée à l'accompagnement des professeurs en quête de mobilité, de reconversion ou vivant des situations de souffrance au travail. « *Mais pour mettre en place une vraie GRH de proximité, il faut des moyens* », ajoute le Snaic. Côté Unsa, on salue « *un enjeu fort* », qui implique « *un changement de*

logique ». « *Mais on relève au passage une diminution des emplois administratifs dans l'Éducation nationale* », ajoute son représentant, Stéphane Crochet.

Pour autant, c'est toujours de manière très nationale et très hiérarchisée que le ministre de l'Éducation entend gérer son « peuple de colibris », quitte à rogner sur la sacro-sainte « liberté pédagogique ». Sa circulaire de rentrée sur l'école primaire pour cette année 2019-2020, publiée en mai, balise largement le travail des enseignants autour de l'apprentissage du vocabulaire en maternelle ou de l'approche phonologique et syllabique de la lecture.

“ Un conseiller pourra proposer un soutien aux personnels en difficulté et victimes d'atteintes à leur image ou à leur intégrité ”

EXTRAIT D'UN DOCUMENT DE RENTRÉE

Un cadrage pédagogique clair qui s'accompagne de « guides » à l'adresse des enseignants. Lesquels pourront recevoir des « *visites de classes régulières* » de leur hiérarchie. Le ministre a aussi revu la formation des enseignants, en instaurant sur le territoire des « instituts nationaux », là où précédemment les cursus étaient très variables d'un endroit à un autre.

L'été a enfin vu passer le grand mercato des recteurs, avec sept nominations. Pour le Snes, syndicat majoritaire du second degré, opposé au ministre, elles sonnent comme « *une reprise en main dans la perspective d'une rentrée à haut risque* ». Un nouveau « Dgesco » est aussi arrivé. C'est Édouard Geffray, énarque et jusqu'alors DRH de l'Éducation nationale, qui occupe désormais ce poste de numéro deux, en charge de la politique éducative et pédagogique. Un changement de culture dans cette maison où le Dgesco passe traditionnellement par l'enseignement. ■

C. B.